

CONTRÔLE N°1 DU 2^{ème} SEMESTRE

Exercice I : (5,5 points)

Besoin de liquidités des banques commerciales

Bank Al Maghrib (BAM) a servi 55 milliards de dh au taux de 3% aux banques lors de son intervention hebdomadaire du 04 décembre 2013 sur le marché monétaire. Le besoin de liquidité a nettement augmenté pour dépasser 68,2 milliards de dh, alors que BAM n'a satisfait que 81% de la demande.

Vu l'insuffisance des avances de BAM pour résoudre la problématique de la sous liquidité bancaire, le marché financier peut apporter des solutions. Dans ce sens, il faudrait encourager l'épargne dirigée vers le financement à long terme des entreprises grâce à des mesures fiscales incitatives en développant des produits de type plan épargne défiscalisé lancé en 2011. La dynamisation de la Bourse des Valeurs de Casablanca est également nécessaire pour améliorer la liquidité du marché.

Source : L'économiste du 09/12/2013

T.A.F. :

- 1. Quantifier les composantes du marché monétaire. (1,5 point)*
- 2. Caractériser le marché monétaire. (0,5 point)*
- 3. Identifier et apprécier l'instrument mobilisé pour remédier à cette situation. (0,5 point)*
- 4. Expliquer l'effet de cette situation sur l'investissement. (1,5 point)*
- 5. Relever et expliquer deux solutions susceptibles de résoudre ce problème. (1,5 point)*

Exercice II : (3 points)

Le panier de la ménagère est moins coûteux en France en 2013

La France est entrée dans une période d'inflation basse. Les prix à la consommation n'avaient augmenté que de 0,9% en 2013 après une hausse de 2% en 2012. La faible hausse des prix en France est à double tranchant : d'un côté, « elle soutient le pouvoir d'achat des ménages, mais de l'autre, elle entretient les craintes de déflation ».

Au Maroc, en 2013, le panier de la ménagère a été plus coûteux qu'en France. C'est ce qui ressort de la dernière note d'information du Haut Commissariat au Plan sur l'indice des prix à la consommation (IPC), l'inflation était de 1,9%.

Source : Aujourd'hui le Maroc du 18/12/2013

T.A.F. :

- 1. Relever un indicateur de mesure de l'inflation au Maroc (0,5 point)*
- 2. Nommer l'expression soulignée du document (0,5 point)*
- 3. Commenter la phrase entre guillemets (1 point)*

4. *Dégager une conséquence de l'inflation sur les ménages au Maroc (1 point)*

Exercice III : (7,5 points)

Données budgétaires marocaines en 2014

Face à une baisse relative des recettes ordinaires du budget général de l'Etat (BGE) qui devraient atteindre 209,8 milliards de dhs, l'Etat poursuit difficilement sa politique de maîtrise des charges afin d'éviter un dérapage du déficit budgétaire. Si l'Etat a pu diminuer les dépenses d'investissement et de la consommation, il a du mal à réduire la masse salariale. Celle-ci devrait croître de 5,1% pour s'établir à 103,7 milliards de dhs en 2014 contre 98 milliards de dhs en 2013. Par ailleurs, la hausse de l'endettement au cours de ces dernières années, aussi bien sur le marché local qu'à l'international, commence à peser sur le budget. Les dépenses ordinaires du BGE devraient croître de 2,4% pour atteindre 215,6 milliards de dhs.

Source : La nouvelle Tribune du 26/10/2013

T.A.F. :

1. *Rappeler la structure des recettes ordinaires (1 point)*
2. *Calculer le solde ordinaire prévisionnel en 2014 (1 point)*
3. *Lire le résultat obtenu (0,5 point)*
4. *Expliquer l'expression soulignée du document (1 point)*
5. *Qualifier la nature de la politique budgétaire adoptée au Maroc en 2014 en justifiant (1 point)*
6. *Préciser une conséquence éventuelle de la baisse des dépenses d'investissement du BGE sur la croissance économique (1 point)*
7. *Préciser une limite éventuelle du recours de l'Etat à l'endettement sur le marché interne des capitaux (1 point)*
8. *Illustrer le passage en gras souligné (1 point)*

Exercice IV : (4 points)

L'Etat marocain se trouve dans un dilemme : soit adopter une politique de rigueur pour réduire son déficit budgétaire ou soit une politique de relance mais au coût cher.

Dans une synthèse argumentée, analyser et apprécier les deux hypothèses.